

La finance solidaire pour un autre projet de société

Philippe Amouroux, août 2002

Financer les pauvres et les exclus est-il forcément solidaire ?

Le financement des petits projets économiques individuels ou collectifs, ou microfinance, n'échappe pas à la dualisation du monde et de son projet global de société. Il n'y a pas si longtemps, ce financement était impossible ! Seuls ceux qui avaient des projets d'envergure et bien souvent des réussites économiques à leur actif pouvait espérer obtenir des financements pour le lancement d'une activité. Puis est apparu, dans les années 80, le financement de l'initiative économique comme réponse aux lacunes des institutions financières commerciales. Ce fût au Sud l'émergence assez rapide de la microfinance, et au Nord le droit à l'initiative économique. Par la suite, est apparu en Europe, Amérique Latine, Québec, le concept de finance solidaire. Toutes ces notions sont un peu confuses pour la plupart des gens, et celle de solidarité commence seulement à se clarifier pour les praticiens eux-mêmes.

Suffit-il d'avoir comme objectif l'éradication de la pauvreté ou la réduction de l'exclusion pour être solidaire ? Est-on vraiment solidaire dès que l'on s'attaque à l'un de ces problèmes ? Dès que son action s'adresse aux pauvres ou aux exclus ? Il semble bien que ce soit l'image véhiculée par les médias, quand de grands couturiers créent des vêtements avec les tissus fabriqués par les femmes du Bangladesh ou quand de grandes institutions multilatérales investissent des sommes importantes dans des fonds de microcrédit.

Mais qu'est-ce que la solidarité ? Ce terme reste flou. Dans le fond, la motivation des praticiens et des investisseurs de la microfinance et de la finance solidaire est de permettre à tous de pouvoir s'intégrer dans ce monde. Mais cela suffit-il pour s'interroger sur le monde que nous voulons ? Cela remet-il suffisamment en cause le monde actuel et le projet de société qui nous a amené à une situation où les inégalités s'accroissent, c'est un constat unanime.

Certains groupes d'acteurs, praticiens et intellectuels, en arrivent maintenant à avoir un message très ferme. Il ne suffit pas de se préoccuper des pauvres ou des exclus pour être solidaire. S'en préoccuper pour leur permettre de rejoindre un projet de société qui par construction est excluant, ne résout en rien le problème. Il ne suffit pas de se proclamer banquier ou assistant des pauvres pour aller vers un monde responsable, pluriel et solidaire.

Deux idéologies et deux types de microfinance

La dualisation de nos projets de société entre, d'une part, le néolibéralisme, le tout économique, la globalisation (économique), le tout marché, et, d'autre part, le développement durable, la globalisation de la solidarité, une approche holistique d'une économie au service de l'Homme, est bel et bien présente dans la microfinance et l'appui à l'initiative économique. Alors que tous pensaient jusqu'à présent que "microfinance" était égal à "solidarité". Solidarité ? Oui ! Dans l'intention, mais pas dans la construction d'un monde solidaire. Pour penser et construire un monde solidaire, il ne suffit pas de permettre au plus pauvre ou au plus exclu d'accéder au marché, de devenir producteur et, avant même, de devenir consommateur de crédit. Il faut d'abord se demander ce que tous ces gens ont à faire ensemble. Ont-ils tous à tirer leur épingle du jeu, dans cette immense compétition qu'est la vie, et à accumuler suffisamment de richesses pour cela ? Ou bien ont-ils à travailler pour créer plus de richesse ensemble, un "capital social" que leurs enfants et petits-enfants pourront utiliser et faire fructifier ? A ce jeu là qui sera gagnant dans le long terme ?

L'analyse montre que beaucoup d'initiatives de microfinance, la majorité aujourd'hui, montrées par les médias comme les chevaliers de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, ne se sont arrêtées qu'à la première phase : donner accès au marché financier, ou plus simplement au marché du crédit, sans se poser trop la question de savoir si cela suffit à construire un monde plus juste. La réponse qui semble couler de source " bien sûr puisque cela s'adresse aux plus

pauvres, aux plus exclus ” est plus que contestée par ceux qui considèrent la microfinance comme un outil devant s'intégrer dans une vision plus large du développement humain et sociétal. A tel point que certains militants font une distinction nette entre deux types de microfinance : le chantier de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire¹ parle de microfinance pré-bancaire et de finance solidaire, le réseau Inasia NOTEREF_Ref15821721 * MERGEFORMAT¹ de première génération de microfinance minimaliste et de deuxième génération maximaliste.

¹ Voir sources en fin d'article

1) La finance pré-bancaire ou minimaliste

Dans l'approche minimaliste, la composante économique prime sur le reste. La microfinance considère son rôle comme prestataire de services financiers, voire pourvoyeur de crédits. Elle a démarré, en général, sur un créneau délaissé par les banques et les établissements de crédits, celui des clients " non bancables ".

Les banquiers ont progressivement trusté ce marché du microcrédit, en y infiltrant leur personnel, leurs experts, leurs standards de performances et de reporting et ont créé des barrières à l'entrée, tant psychologiques que financières, pour repousser à la marge d'autres acteurs. Nombreux bailleurs de fonds ont finalement adhéré à cette vision technocratique et bancaire du secteur, séduits par le discours professionnel et rassurant. Les bailleurs aussi sont hostiles aux risques ! C'est cette forme de microfinance qui prône l'institutionnalisation en banques commerciales pour accéder au marché monétaire, une rentabilité élevée pour attirer des investisseurs privés. On peut la qualifier de "microfinance pré-bancaire".

Aujourd'hui, après deux décennies d'une microfinance pionnière et triomphante, le secteur se trouve confronté pour la première fois à une crise en profondeur, qui se traduit par des départs massifs de clients, par des groupes ou clients inactifs, par une chute des volumes de transactions et surtout par des impayés qui commencent à devenir alarmants.

2) La finance solidaire ou maximaliste

Dans l'approche maximaliste ou intégrée, la composante économique fait partie d'un développement holistique qui intègre aussi des composantes socioculturelles et politiques. La finance solidaire considère qu'elle est un outil efficace au service du développement humain et sociétal. La manière d'apporter les services fait toute la différence. Parce qu'elle met les hommes et leurs liens sociaux au centre de sa mission, cette forme de finance agit toujours en fonction des contextes et des milieux, qu'elle cherche à connaître, pour mieux les servir et les valoriser. La consécration est l'impact sur le capital social et l'autonomie de ses clients, qui à leur tour auront un impact sur la pérennité des institutions. Tout comme la banque, la finance solidaire est un métier, un nouveau métier à faire reconnaître et à promouvoir.

La finance solidaire peut se définir à différents niveaux : elle a pour mission d'utiliser l'outil financier pour un développement équitable et durable, pour vision à long terme d'augmenter le capital social ; ses acteurs sont multiples, agissent selon des modes différents, mais font émerger ensemble une identité spécifique ; ses compétences consistent à penser globalement, à pouvoir fédérer des individus et des acteurs autour de l'activité financière, à connaître les besoins des entrepreneurs individuels et des communautés quelque soient leurs conditions économiques et sociales ; son métier consiste à financer des activités et des personnes en veillant au respect du capital social ; elle œuvre dans un environnement de pauvreté, d'exclusion ou de difficultés d'accès aux services financiers.

Une importance donnée aux liens sociaux et au capital social très différente

Au Nord, la finance solidaire crée un lien entre épargnants (ayant des moyens financiers) et emprunteurs (n'ayant pas de moyens financiers) en donnant un caractère éthique à leur épargne. Au Sud, les programmes de microfinance interviennent auprès des personnes pauvres ou exclues du secteur bancaire classique. Pour elles, les liens sociaux constituent un enjeu majeur de leur intégration et de leur insertion durable dans la société et dans l'économie. La qualité des liens sociaux traduit l'état du capital social. Des indicateurs permettent de mesurer cet état : la participation des clients des IMF aux décisions, à l'allocation des ressources, leurs capacités à analyser leurs situations et à formuler un projet, l'état de leur santé, sécurité, éducation, logement, leurs capacités à s'organiser, à gérer, à établir des relations avec l'environnement administrative et politique, à négocier avec l'encadrement technique, à s'approprier le système financier mis en place, à discerner les bonnes mesures et décisions des mauvaises, à s'ouvrir sur des horizons temporels plus lointains, à intégrer les outils dans une dynamique territoriale ...

Les IMF pré-bancaires copient mais ne pratiquent pas la finance solidaire. Elles empruntent la formation de groupes, les réunions et cotisations régulières, la mise en place de fonds de secours pour l'entraide et les imposent aux populations auprès desquelles elles interviennent, en leur donnant une fonction de garantie des remboursements de crédit, et en font un véhicule dans lequel passent les services financiers, permettant de réaliser une économie d'échelle. Ce qui constituait la base du capital social et renforçait les liens sociaux est instrumentalisé pour devenir une "technologie" pour délivrer des crédits.

Inasia est très critique vis à vis de cette forme de microfinance et parle de "MacDonaldisation" de la microfinance. " Une communauté où prolifèrent les institutions de microfinance donne aux emprunteurs naïfs un accès facile au crédit. Ils profitent involontairement de la compétition entre institutions de prêt, se piègent dans un cycle infernal de vie sur de l'argent emprunté. De plus, bien que les institutions de microfinance (IMF) aient remplacé l'usurier local, et établi

la solvabilité ou "bancabilité" du pauvre, ils n'ont en aucune manière ôté les obstacles du système informel. Le processus a été simplement formalisé opérationnellement et légitimé institutionnellement : les taux d'intérêt sont au niveau du marché sinon plus élevés ; le nantissement est remplacé par la pression de l'entourage ou par le crédit adossé à l'épargne ; l'endettement peut être sans fin. Les bailleurs et leurs satellites ne distribuent plus d'argent. Comme la plupart des spéculateurs monétaires, ils investissent dans les économies du Tiers Monde avec l'objectif d'augmenter le pouvoir d'achat des pauvres et ainsi de faciliter un profit démesuré. D'après certains intellectuels clairvoyants, l'objectif ultime des bailleurs est de créer une demande pour les produits et services occidentaux et d'augmenter leur part de marché dans les pays en voie de développement. ”

Certaines IMF ne prennent pas en compte les solidarités préexistantes chez leurs clients dans la conception du système, des produits et des services offerts, par indifférence, incompréhension ou sentiment de superflu. D'autres, à leur début, ont le souci de bien comprendre l'environnement social de leurs clients, de préserver les liens sociaux et de construire leur système financier avec une mission d'intermédiation sociale ; mais les pressions fortes du marché, de la profession et des bailleurs de fonds les font changer, notamment au moment crucial de l'institutionnalisation, en leur imposant un objectif de rentabilité à court terme qui a pour conséquence une focalisation sur les objectifs financiers au détriment des objectifs sociaux.

Certaines IMF ont un impact social limité voire négatif. Les groupes de caution solidaire sont loin d'être le lieu où se tissent des liens sociaux. La plupart des IMF ne parviennent pas à toucher leurs publics cibles et la situation des clients a peu changé. On constate même des régressions, des conflits dans les familles, des ruptures de liens sociaux dans les communautés, des ventes voire des recours aux usuriers pour rembourser les crédits.

Certains peuvent penser que dans le monde développé, riche, où tout s'achète, nul n'est besoin de promouvoir les liens sociaux dans l'outil financier. Il suffit seulement de fournir les services financiers et le conseil à l'entrepreneur individuel déconnecté de toute communauté. On peut penser que le développement du lien social n'est utile que dans les communautés pauvres des pays du Sud. Avec la richesse et le développement, les solidarités naturelles se perdent, les modes de vie et la société s'individualisent.

Mais en fait, le développement excessif du système néolibéral amène à d'autres écueils et d'autres dangers pour la société et la déshumanise. En réaction, des solidarités nouvelles se recréent : systèmes d'échange locaux favorisant la production et la consommation locale, recréant des liens entre les personnes, renforçant leur connaissance mutuelle de leurs compétences et de leurs besoins ; commerce équitable d'un bout à l'autre de la planète raccourcissant le lien entre le consommateur final qui sait d'où vient son produit et le producteur qui retire une juste rétribution de son travail ; épargne solidaire où l'épargnant peut savoir précisément quel projet aide son épargne et où l'entrepreneur accède à des ressources qu'il a beaucoup de mal à obtenir du système bancaire classique. Du lien social se recrée donc partout face aux dangers de la globalisation, mais pas toujours aux mêmes échelles.

La finance solidaire est la plus rentable pour tous en fin de compte

Les tenants de la finance solidaire ou maximaliste assurent que leur conception présente à long terme de meilleures perspectives d'efficacité, de rentabilité et de pérennité qui sont les objectifs premiers de la finance pré-bancaire. Mais voilà, pour suivre cette voie, il faut savoir investir financièrement et socialement, et être patient ! !

L'expérience montre que les programmes de microfinance efficaces cherchent, avec des méthodes différentes, à renforcer les liens sociaux. Leur efficacité est due à la proximité avec les clients, la qualité des services, la possibilité d'évaluer leur adéquation aux besoins des clients. Il y a donc une corrélation directe entre efficacité et prise en compte des liens sociaux. La finance solidaire n'est pas une finance d'assistantat ou "sociale". C'est une finance qui gagne en efficacité, car elle prend en considération les situations sociales existantes et a plus de chance d'avoir une action pertinente dans un contexte donné.

La construction de liens sociaux et de capital social est un processus lent. Dans un premier temps, elle représente des coûts importants. C'est seulement après plusieurs années que les coûts diminuent. Mais c'est aussi une assurance d'efficacité et de pérennité pour les IMF qui renforcent leur stabilité et sont moins vulnérables aux changements et aux crises. On s'aperçoit donc que l'impératif de rentabilité financière des IMF à court terme, souvent imposée par les bailleurs, est en contradiction avec leur efficacité et leur pérennité sur le long terme due à l'augmentation du capital social.

Si les spécificités de la finance solidaire impliquent des surcoûts par rapport à la microfinance pré-bancaire, elle doit trouver les moyens de les faire financer par les clients, les groupes, ou aussi par les bailleurs privés ou publics, si l'on

considère que les liens sociaux relèvent de l'intérêt public. Il faut alors une capacité d'évaluation qui montre la pertinence de l'investissement d'argent public sur les liens sociaux.

Promouvoir la finance solidaire

En conclusion, la microfinance n'est pas, contrairement aux apparences, solidaire par définition : elle suscite les mêmes débats de société que d'autres sujets. Comment promouvoir alors la finance "vraiment" solidaire ? Le chantier de l'Alliance donne ses recommandations.

La première des choses est d'améliorer la connaissance de la finance solidaire, en lançant des études de cas pour lui donner des "visages" et faciliter l'identification des praticiens à cette pratique, en renforçant les bases empiriques qui permettent de démontrer sa valeur ajoutée, de mesurer son impact sur les liens sociaux et sur le capital social, d'analyser en détail les coûts et les gains des IMF qui renforcent ce capital social, en la faisant connaître dans les conférences internationales et par des publications.

Ensuite, il faut qu'elle soit reconnue par les institutionnels, que les politiques publiques lui donnent des avantages fiscaux, que les bailleurs de fonds internationaux créent des mesures incitatives pour renforcer le capital social et acceptent une pérennité financière plus lointaine, que la loi bancaire crée des réglementations professionnelles qui reconnaissent ce nouveau type d'institution financière.

Enfin, la finance solidaire doit s'intégrer dans le projet global de l'économie solidaire, sur un plan pratique, aux différents niveaux de la chaîne économique - production, financement, distribution, consommation -, et, sur un plan politique, par la construction de nouvelles relations avec les institutions, une nécessité pour tous les acteurs de l'économie solidaire, pour qu'elle devienne "l'autre économie possible".

Cet article reprend de nombreux passages et est largement inspiré de :

- Cahier de propositions du chantier Finance Solidaire de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, novembre 2001, coordonné par Renée Chao Beroff et Antonin Prébois, 20 pages, téléchargeable en français, anglais et espagnol sur <http://finsol.socioeco.org>, <http://www.socioeco.org> ou <http://www.alliance21.org>.

L'Alliance est un réseau informel constitué de personnes, institutions et mouvements qui, conscients de la complexité des problèmes actuels, recherchent les mutations nécessaires pour agir et peser ensemble sur l'avenir. Ils créent ainsi une dynamique sociale et inventent de nouvelles formes d'action collective.

- "The Potential and Limitations of Economic Initiatives in Grassroots Development – Discourse, Output and Recommendations of the December 2000 Asian Regional Conference in Dhaka", Inasia, Mars 2002, 68 pages téléchargeable sur <http://www.inasia.lk>.

INASIA est un forum de changement social Asiatique fondé en 1997 par un groupe de 40 activistes de 13 pays. En novembre 2000, INASIA, avec la coopération du Credit and Development Foundation (CDF) du Bangladesh, a organisé une conférence remarquable au BRAC Centre for Development Management (BCDM) à Rajendrapur, Bangladesh qui a réuni les 24 expériences de terrain les plus connues dans le champ de l'initiative économique pour le développement de 9 pays Asiatiques. Elles étaient représentées par leurs dirigeants. Les initiatives les plus connues internationalement du pays hôte, le Bangladesh, étaient représentées aussi au plus haut niveau de direction.